

| |
|---|
| <p style="text-align: center;">DINF Développement durable au Service des bâtiments Programme de sensibilisation et de formation 2001 Synthèse des présentations</p> |
|---|

Journée posters

13 juin 2001

9h00-9h30: Introduction à la journée

M. Perrette rappelle la demande du SB d'une enveloppe financière permettant de lancer un travail d'information et de formation sur le développement durable dans le bâtiment. Cette journée est consacrée à un travail sur deux posters sur les trois réalisés voici cinq ans sur l'écologie dans le bâtiment par l'Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL) représenté par M. Rosat, chef de projet audit Office.

43 personnes sont présentes à cette journée, en provenance du Service, d'autres services concernés par la construction, représentant des utilisateurs et des mandataires extérieurs. M. Rosat rappelle que quand on est concerné on doit faire quelque chose et ne pas attendre que les autres fassent le travail d'abord. Il existe des solutions, qui passent par le fait d'inclure la performance environnementale dans le concept de qualité appliqué à un bâtiment. Dans les posters, on a ajouté aux trois dimensions usuelles du développement durable une quatrième, la dimension culturelle.

Les participants se répartissent, selon un panachage en fonction des milieux qu'ils représentent, en 7 groupes de travail. Ils se réunissent entre 9h30 et 12h et 14h et 15h30.

15h30-16h30: Mise en commun et discussion

M. Longet introduit la plénière en soulignant que cette journée marque une étape importante dans un processus, qui vise à fédérer au sein de l'administration, et autour d'elle, diverses catégories d'acteurs, pour passer d'un concept de développement durable politiquement validé à un outil techniquement fiable et opérationnel dans la pratique. Dans un premier temps, il convient de s'approprier la matière et de se confronter à ses exigences. La discussion met en évidence les éléments suivants.

Utilité de l'exercice

Il n'y a pas eu de révélations, selon une participante, et certaines questions posées dans les posters sont mal formulées. On ne sait pas comment ont été établies les données chiffrées (indices de charge sur l'environnement et coûts). Mais l'exercice des posters est un excellent moyen de s'imprégner des exigences du développement durable et d'échanger sur les priorités, d'aller vers une systématique. Divers participants relèvent un optimisme excessif des auteurs des posters. Comme par miracle, tout ce qui est meilleur sur le plan écologique est aussi le moins cher. Si c'était si simple, on n'aurait pas besoin de faire des séminaires comme celui-ci... Dans la réalité, les choix sont plus complexes et les solutions suggérées ont aussi des paramètres occultés.

M. Rosat remercie les participants d'avoir joué le jeu et souligne la pertinence de leurs remarques. Les chiffres sont cependant assez près de la réalité, et aujourd'hui on pourrait même être plus précis encore. M. Golay rappelle que toutes les données techniques sont disponibles pour qui veut bien les chercher. Les calculs de rentabilité sont quant à eux fonction de la durée de retour sur investissement prévue; l'écologie est rentable globalement et sur le long terme,

c'est le problème de la perspective. Enfin, il ne faut pas confondre outil d'aide à la décision et décision. M. Perrette rappelle le modèle OGIP qui travaille sur des comparatifs, et lance un appel aux pionniers qui souhaiteraient déjà tester la version provisoire.

Pertinence du référentiel

La notion de développement durable ne rencontre pas d'objection de principe de la part des participants. Mais là aussi pour certains elle est trop belle pour être vraie. Ils se demandent si on n'occulte pas des difficultés et les conflits, qui résident notamment dans l'acceptation d'une autre conception du confort (choix du mode de déplacement, rapport au temps, chauffage, climatisation...). Pour M. Golay c'est précisément ici que réside l'aspect culturel.

Si les cinq enjeux environnementaux cités par le premier poster (protection de la biodiversité, du sol, du climat, protection contre les radiations ionisantes et problème des ressources non renouvelables) sont admis par chacun, des compléments sont apportés: la démographie, la concentration urbaine, les aspects sociaux (qui étaient moins bien balisés que maintenant voici 5 ans rappelle M. Rosat), le rôle de l'éducation et des mentalités. Enfin, une participante rappelle que la gestion des ressources est une chose, et leur répartition une autre; les deux dimensions sont nécessaires pour le développement durable.

Perfectionnement des outils

Il faudra compléter les données qui sont encore lacunaires, et faciliter l'utilisation des innombrables recommandations et conseils édités à ce jour. Les instruments d'aide à la décision comme SNARC pour les concours sont des outils précieux. M. Pitteloud souligne que c'est là où on est le plus près de la source que les données précises font le plus défaut, c'est-à-dire au moment de définir le besoin, la surface, l'implantation, etc. Il faudra faire le lien avec les outils de la planification territoriale. M. Longet rappelle que tous les formels ne remplaceront pas le génie du bâtisseur, mais l'aident à oublier le moins de paramètres possibles du développement durable.

Prochaines étapes

M. Golay rappelle les rencontres de l'automne, ouvertes aux participants de ce jour, et qui commenceront par une première présentation des résultats des mandats spécialisés donnés par le SB (M. Mercier sur la gestion des déchets du bâtiment et l'évaluation des caractéristiques des produits de construction, et M. Gay du LESO). Parallèlement M. Longet commence à rassembler des éléments pour un fil rouge des questions clé à se poser en matière de développement durable dans la construction. Il ne s'agit naturellement pas de réinventer ce qui existe déjà mais de rappeler les règles essentielles à chaque étape, et de donner pour chacune d'entre elles des références pratiques et commodes à employer.